

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESSITY OPERATIONS FRANCE

Arrabloy Lieu-dit « La Lombarderie »
45500 Gien

Références : 71/2024 - VAT20240095
Code AIOT : 0010001145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement ESSITY OPERATIONS FRANCE implanté Arrabloy Lieu-dit La Lombarderie 45500 Gien. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est circonscrite à l'incendie du stock de déchets intervenu dans le bâtiment de stockage des bobines TAD le 31/01/2024. L'objectif de la visite était de vérifier les actions prises par l'exploitant pendant et suite à cet événement pour limiter l'impact sur l'environnement, ainsi que de faire le point sur l'analyse des causes de déclenchement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY OPERATIONS FRANCE
- Arrabloy Lieu-dit La Lombarderie 45500 Gien

- Code AIOT : 0010001145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ESSITY OPÉRATIONS FRANCE réalise dans son usine de GIEN la fabrication de papiers sanitaires et domestiques (mouchoirs, rouleaux essuie-tout, papiers toilette...). Le site dispose de machines de fabrication de bobines de papier et de produits finis.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Eaux d'extinction potentiellement polluées à confiner	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Déchets générés par l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 5.1.3	Demande d'action corrective	15 jours
4	Traitement des déchets solides générés par l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.5.8	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Traitement des déchets liquides générés par l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.5.8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Identification des zones à risques – incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.5.	Demande d'action corrective	1 mois
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	destinées à prévenir les accidents			
10	Travaux d'entretien et de maintenance	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.6	Demande d'action corrective	1 mois
11	Contenu du permis d'intervention – plan de prévention	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
12	Formation du personnel des entreprises extérieures	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
13	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
14	Détection et extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
15	Désenfumage des locaux – bâtiment de stockage bobines TAD	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Vérifications périodiques – sprinklage et moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.3 et 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
18	Limitation des stockages de matières combustibles	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
19	Réactualisation de l'étude de flux thermiques	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
20	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	es			
21	Volume de confinement	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
22	Etat des stocks et plan des stockages	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
23	Déclaration et rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Interdiction de feux dans les zones à risque incendie	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.4	Sans objet
16	Désenfumage des locaux – parc à pâtes 3	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier de demande d'autorisation
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, postérieurement à l'incendie du 31/01/2024, il est constaté : - l'évacuation des déchets à l'extérieur du bâtiment de stockage des bobines TAD, sur une zone située parallèlement au bâtiment de la ligne PM3 ;

- l'évacuation des bobines fortement endommagées par l'incendie dans cette même zone ;
- l'évacuation pour déclassement des bobines inférieures du stockage qui ont été impactées par les eaux d'extinction. L'exploitant indique que ces bobines seront réintégrées en tant que matières premières dans le processus de fabrication. Elles sont pour le moment stockées à l'extérieur des bâtiments au sud du site. A cet égard, l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose des moyens d'intervention nécessaire en cas de sinistre sur cette zone.

Dans l'attente de l'évacuation des déchets (pour traitement ou pour réemploi sur site en tant que matières premières), l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose des moyens d'intervention nécessaires en cas d'incendie sur ces stockages temporaires.

[PDC1] L'exploitant a stocké des déchets de papier vrac dans le bâtiment de stockage des bobines TAD, zone non dédiée à cet effet car uniquement destinée à recevoir des bobines (sur mandrins). L'exploitant doit indiquer à l'inspection des installations classées les mesures techniques et organisationnelles prises pour prévenir toute nouvelle opération de nettoyage des bobines dans le bâtiment de stockage TAD occasionnant un stockage de déchets de papier dans une zone non prévue à cet effet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 2 : Eaux d'extinction potentiellement polluées à confiner

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité de 4556 m³ (bassin d'orage Ouest) et de 6127 m³ (bassin d'orage Est) avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4.3.11. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

[...]

Les organes de commande nécessaires à leur mise en service (obturateur au niveau du rejet: vanne guillotine, coussin pneumatique, etc) doivent être signalés et doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

Vu : présence d'un bassin de confinement sur le site dédié pour recueillir les eaux d'extinction

incendie du site.

Lors la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que la vanne de confinement avait été fermée par un membre de l'équipe pompiers internes du site, vers 11h30. Le démarrage des opérations d'extinction ayant débuté vers 10h20, la vanne de confinement n'aurait pas été fermée suffisamment tôt pour garantir l'absence de tout rejet des eaux d'extinction à la Loire.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'après confirmation par les pompiers internes du site, la vanne de confinement était déjà fermée ce qui explique l'accumulation d'eau pluviale dans le bassin et le rejet du bassin par surverse (cf point de contrôle "volume de confinement").

Il est constaté au niveau du bassin que :

- le bassin de confinement est plein (cf PDC n°21) ;
- la vanne de confinement est fermée et condamnée ;
- le bassin plein déborde par surverse : pas de confinement des eaux d'extinction incendie potentiellement polluées alors même qu'au moment de l'inspection il ne dispose pas d'élément permettant de justifier que la qualité des eaux permet la vidange du bassin (cf PDC n°21).

[PDC2] La vidange du bassin s'effectue sans contrôle par l'exploitant et donc sans justification du respect des principes énoncés à l'article 4.3.11.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer en se rendant sur les lieux dès que l'alerte incendie est donné que la vanne permettant le confinement est bien fermée et que le confinement est bien assuré. Cette obligation doit être formalisée et son respect testé lors des exercices.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 3 : Déchets générés par l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations internes de transit des déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement, leur utilisation ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets ou de produits dangereux susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

Constats :

Vu : les déchets solides générés par l'incendie sont stockés à l'extérieur des bâtiments sur deux

aires distinctes et étanches :

- en face et le long du bâtiment de la machine à papier PM3, s'agissant des déchets à évacuer hors site pour traitement ;
- au sud du site sur une zone dédiée dans l'attente d'être réacheminées vers le parc à pâtes n°3 pour les bobines déclassées impactées par l'incendie mais pouvant être réutilisées dans le process comme matières premières.

Vu : l'absence de protection des déchets stockés en extérieur.

[PDC3] Au regard du constat relevé dans le cadre de la visite d'absence de confinement efficace des eaux générées par l'incendie et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, l'exploitant doit limiter le ruissellement des eaux météorites sur les déchets stockés en extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15jours

N° 4 : Traitement des déchets solides générés par l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.5.8

Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des substances ou mélanges dangereux

Prescription contrôlée :

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant indique qu'il a contacté son prestataire, la société BOURGOGNE RECYCLAGE, pour l'évacuation des déchets solides générés qui ne pourront pas être revalorisés dans le process de la machine à papier PM3. Il précise que le traitement identifié à ce stade est une évacuation et un traitement en tant que CSR (Combustible Solide de Récupération).

L'inspection des installations classées rappelle que la société ESSITY OPERATIONS FRANCE fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure s'agissant de l'évacuation des déchets dans des filières dûment autorisées. L'exploitant reste responsable de ses déchets jusqu'à leur traitement final. **A cette fin, l'exploitant doit justifier de la conformité de la filière d'évacuation et de traitement de ses déchets avant toute opération, sur la base d'une caractérisation de ses déchets [PDC4].**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15jours

N° 5 : Traitement des déchets liquides générés par l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.5.8
Thème(s) : Risques chroniques, Elimination des substances ou mélanges dangereux
Prescription contrôlée : L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.
Constats : Vu : absence de confinement des eaux d'extinction générées lors de l'incendie. Le débordement du bassin s'apparente à un rejet d'effluents potentiellement pollués sans caractérisation préalable. Vu : premières analyses internes réalisées par l'exploitant sur les paramètres DCO, MES, pH, AOX, Nitrates, Nitrites, Azote ammoniacal, Azote Total et Phosphore Total, qui ne font pas apparaître d'écart aux valeurs limites. Ces résultats ne valent pas analyses par un laboratoire extérieur agréé. Vu : informations relatives à l'intervention transmises par le service d'incendie et de secours qui indique avoir recouru à l'agent émulsant BIOFOR-C. D'après les informations recueillies cet agent ne comprend pas de substance fluorée.
[PDC5] L'exploitant rejette des effluents potentiellement pollués sans caractérisation préalable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois

N° 6 : Identification des zones à risques – incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risques – incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. [...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à

observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<p>Constats :</p> <p>Vu : plan des zones à risques de l'établissement identifiant le bâtiment de stockages des bobines TAD en tant que zone dangereuse à risque incendie.</p> <p>Vu : la présence d'une information "interdiction de fumer" dans le bâtiment.</p> <p>[PDC6] L'exploitant n'a pas présenté ni transmis les consignes propres à ce bâtiment lors et à l'issue de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15jours

N° 7 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'équipiers de première et seconde intervention.</p> <p>Lors de l'évènement, les pompiers du site ont été mobilisés et sont intervenus en seconde intervention, équipés de leurs ARI, avec 4 lances incendie raccordées sur les poteaux du site. Les temps d'alerte et d'habillage (ARI) ont retardé leur intervention. Une première intervention par le personnel a été effectuée et a consisté à déployer 4 RIA sur la zone en feu.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, les services d'incendie et de secours du SDIS ont indiqué à l'inspection des installations classées que lors de leur arrivée sur le site, de nombreuses personnes étaient présentes sur la zone, dont certains membres du personnel dans le bâtiment effectuaient des opérations de nettoyage et d'évacuation de l'eau à la raclette.</p> <p>[PDC7] L'exploitant n'a pas veillé à la bonne application des mesures d'évacuation et de mise en sécurité du personnel pour permettre le déploiement des équipes d'intervention.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 8 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt; • l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu »; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment); • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>Vu : le plan de prévention établi avec la société AEB pour ses opérations de reprise des déchets magasin bobine vers parc à pâtes 3, du 26/01/2024.</p> <p>Vu : le plan de prévention établi avec les sociétés BERTON et AEB pour les opérations de reprise des déchets magasin bobine vers parc à pâtes 3, du 31/01/2024 au 02/02/2024. Ce plan de prévention fait apparaître deux sociétés qui n'interviennent pas dans le même secteur du site et dans les mêmes configurations et conditions de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la société BERTON est chargée de reprendre les déchets vrac du magasin bobines et de les déposer dans le camion benne situé dans ce même bâtiment. - la société AEB est chargée d'évacuer les déchets du camion benne vers le parc à pâtes 3. <p>Seuls les deux salariés de la société BERTON ont signé le plan de prévention.</p> <p>La réalisation d'une visite préalable et sa date ne sont pas portées au plan de prévention.</p> <p>Les opérations ont comporté l'intervention d'un camion benne dont le moteur n'était pas arrêté</p>

<p>lors du transfert des déchets effectué à l'intérieur du bâtiment bobines.</p> <p>Les deux plans de prévention précités font état :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'absence de risque lié à l'utilisation d'énergie, malgré l'intervention d'engins thermiques mettant à minima en oeuvre carburant et huiles hydrauliques ; - de l'absence de risque incendie, malgré que les opérations soient menées dans un bâtiment de stockage de bobines de papier par nature combustible, identifié comme zone à risques sur les plans du site, et que ces opérations consistent à intervenir sur un tas de déchets vrac de papier (également combustibles). <p>Il ressort que l'analyse des risques portée au plan de prévention n'est pas de nature à informer les salariés des entreprises extérieures des risques en présence ni des moyens de sécurité, des consignes et moyens d'alerte à leur disposition. Aucune mesure de sécurité n'a été définie. A noter que le plan de prévention comporte une rubrique "organisation des secours" comportant les numéros d'urgence interne à contacter, dont celui de l'infirmerie et du responsable service prévention et environnement du site. Les numéros indiqués sont systématiquement doublés : un numéro mobile et un numéro fixe composable uniquement à partir d'un poste fixe. La société ne dispose d'aucun poste fixe dans les locaux de production et de stockage.</p> <p>Le plan de prévention ne précise pas les autres moyens d'alertes ou d'intervention à disposition des salariés des entreprises extérieures (déclencheur manuel le plus proche, extincteur à proximité, etc).</p> <p>[PDC8] Le plan de prévention établi avec les entreprises extérieures ne présente pas l'ensemble des consignes d'exploitation nécessaires à la prévention des accidents. Les risques ne sont pas identifiés, la visite préalable n'est pas réalisée, les mesures de prévention ne sont pas définies.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15jours</p>

N° 9 : Interdiction de feux dans les zones à risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction de feux dans les zones à risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : interdiction de fumer matérialisée dans le bâtiment de stockage ;</p> <p>Vu : établissement d'un plan de prévention avec l'entreprise extérieure (format intervention</p>

courte inférieure à 400 h).

L'intervention de l'entreprise extérieure a été accompagnée d'un plan de prévention. L'exploitant indique que ce plan de prévention vaut permis d'intervention spécifique. Au regard de l'incomplétude du document et du défaut d'analyse des risques, ce document n'a toutefois pas été en mesure de prévenir des risques d'incendie.

[PDC9] : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Travaux d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux d'entretien et de maintenance

Prescription contrôlée :

[...]

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectent une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Constats :

Vu : le plan de prévention établi avec la société AEB pour ses opérations de reprise des déchets magasin bobine vers parc à pâtes 3, du 26/01/2024.

Vu : le plan de prévention établi avec les sociétés BERTON et AEB pour les opérations de reprise des déchets magasin bobine vers parc à pâtes 3, du 31/01/2024 au 02/02/2024. Ce plan de prévention fait apparaître deux sociétés qui n'interviennent pas dans le même secteur du site et dans les mêmes configurations et conditions de travail :

- la société BERTON est chargée de reprendre les déchets vrac du magasin bobines et de les déposer dans le camion benne situé dans ce même bâtiment.

- la société AEB est chargée d'évacuer les déchets du camion benne vers le parc à pâtes 3.

Seuls les deux salariés de la société BERTON ont signé le plan de prévention.

La réalisation d'une visite préalable et sa date ne sont pas portées au plan de prévention.

Les opérations ont comporté l'intervention d'un camion benne dont le moteur n'était pas arrêté lors du transfert des déchets effectué à l'intérieur du bâtiment bobines.

Les deux plans de prévention précités font état :

- de l'absence de risque lié à l'utilisation d'énergie, malgré l'intervention d'engins thermiques mettant à minima en oeuvre carburant et huiles hydrauliques ;

- de l'absence de risque incendie, malgré que les opérations soient menées dans un bâtiment de stockage de bobines de papier par nature combustible identifié comme zone à risques sur les plans du site, et que ces opérations consistent à intervenir sur un tas de déchets vrac de papier (également combustibles).

Il ressort que l'analyse des risques portée au plan de prévention n'est pas de nature à informer les salariés des entreprises extérieures des risques en présence ni des moyens de sécurité, des consignes et moyens d'alerte à leur disposition. Aucune mesure de sécurité n'a été définie.

<p>A noter que le plan de prévention comporte une rubrique "organisation des secours" comportant les numéros d'urgence interne à contacter, dont celui de l'infirmier et du responsable service prévention et environnement du site. Les numéros indiqués sont systématiquement doublé : un numéro mobile et un numéro fixe composable uniquement à partir d'un poste fixe. La société ne dispose d'aucun poste fixe dans les locaux de production et de stockage.</p> <p>Le plan de prévention ne précise pas les autres moyens d'alertes ou d'intervention à disposition des salariés des entreprises extérieures (déclencheur manuel le plus proche, extincteur à proximité, etc).</p> <p><u>Au regard de l'incomplétude du document et du défaut d'analyse des risques, ce document n'a pas été en mesure de prévenir des risques d'incendie.</u></p> <p>Sur le volet des consignes particulières : Cf constats précédents. [PDC10] Le plan de prévention établi avec les entreprises extérieures n'a pas été signé par l'ensemble des intervenants.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>

N° 11 : Contenu du permis d'intervention – plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du permis d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à sa délivrance, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, • les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, • les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. <p>Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>[...]</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les entreprises de soustraitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour</p>

tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.
L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.
[...]

Constats :

Vu : le plan de prévention établi avec la société AEB pour ses opérations de reprise des déchets magasin bobine vers parc à pâtes 3, du 26/01/2024.

Vu : le plan de prévention établi avec les sociétés BERTON et AEB pour les opérations de reprise des déchets magasin bobine vers parc à pâtes 3, du 31/01/2024 au 02/02/2024. Ce plan de prévention fait apparaître deux sociétés qui n'interviennent pas dans le même secteur du site et dans les mêmes configurations et conditions de travail :

- la société BERTON est chargée de reprendre les déchets vrac du magasin bobines et de les déposer dans le camion benne situé dans ce même bâtiment.

- la société AEB est chargée d'évacuer les déchets du camion benne vers le parc à pâtes 3.

Seuls les deux salariés de la société BERTON ont signé le plan de prévention.

La réalisation d'une visite préalable et sa date ne sont pas portées au plan de prévention.

Les opérations ont comporté l'intervention d'un camion benne dont le moteur n'était pas arrêté lors du transfert des déchets effectué à l'intérieur du bâtiment bobines.

Les deux plans de prévention précités font état :

- de l'absence de risque lié à l'utilisation d'énergie, malgré l'intervention d'engins thermiques mettant à minima en oeuvre carburant et huiles hydrauliques ;

- de l'absence de risque incendie, malgré que les opérations soient menées dans un bâtiment de stockage de bobines de papier par nature combustible identifié comme zone à risques sur les plans du site, et que ces opérations consistent à intervenir sur un tas de déchets vrac de papier (également combustibles).

Il ressort que l'analyse des risques portée au plan de prévention n'est pas de nature à informer les salariés des entreprises extérieures des risques en présence ni des moyens de sécurité, des consignes et moyens d'alerte à leur disposition. Aucune mesure de sécurité n'a été définie.

A noter que le plan de prévention comporte une rubrique "organisation des secours" comportant les numéros d'urgence interne à contacter, dont celui de l'infirmerie et du responsable service prévention et environnement du site. Les numéros indiqués sont systématiquement doublés : un numéro mobile et un numéro fixe composable uniquement à partir d'un poste fixe. La société ne dispose d'aucun poste fixe dans les locaux de production et de stockage.

Le plan de prévention ne précise pas les autres moyens d'alertes ou d'intervention à disposition des salariés des entreprises extérieures (déclencheur manuel le plus proche, extincteur à proximité, etc).

Au regard de l'incomplétude du document et du défaut d'analyse des risques, ce document n'a pas été en mesure de prévenir des risques d'incendie.

[PDC11] Le plan de prévention établi avec les entreprises extérieures est incomplet et n'a pas fait l'objet d'une visite préalable : il ne fait pas mention de la nature des dangers, du type de matériel pouvant être utilisé et des mesures de prévention à prendre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Formation du personnel des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel des entreprises extérieures
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none">• toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,• les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,• des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,• un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,• une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger
Constats : Au regard de la complétude lacunaire du plan de prévention, ce dernier ne peut valoir formation aux risques sur les installations. [PDC12] L'exploitant n'a pas dispensé de formation aux salariés intervenants des entreprises extérieures sur les risques inhérents aux activités (en l'espèce activité de stockage de matières combustibles) et sur les consignes propres aux interventions en toute sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1jour

N° 13 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : L'exploitant indique que les informations ont été fournies à l'entreprise extérieure lors de l'établissement du plan de prévention et qu'à ce titre aucune surveillance d'un membre de la société ESSITY n'était assurée de façon permanente. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il aurait assuré des rondes de surveillance auprès des salariés. Au regard de la complétude lacunaire du plan de prévention, ce dernier ne peut valoir formation aux risques sur les installations justifiant de l'absence de surveillance par une personne ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés

ou utilisés dans l'installation.

[PDC13] Les opérations de reprise de déchets dans le bâtiment de stockage des bobines TAD ont été effectuées par l'entreprise extérieure sans surveillance par une personne ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1jour

N° 14 : Détection et extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des ateliers en cas d'incendie

Prescription contrôlée :

[...] Les ateliers de fabrication et de transformation de papier, les magasins de stockage de bobines de papier ainsi que les magasins de stockage de matières premières et de produits finis sont protégés par un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler. Dans ces locaux, une détection incendie avec renvoi d'alarme au poste de garde ou à une société de télésurveillance est mise en œuvre. La détection incendie est obtenue soit par le dispositif d'extinction automatique d'incendie (sprinkler) soit par une détection automatique d'incendie dissociée du sprinkler. [...]

Constats :

Vu : le bâtiment de stockage des bobines TAD est équipé de plusieurs postes sprinklers, dont les plus près de l'incendie :

- poste n°29 composé de 25 sprinklers de type ESFR et 25 sprinklers spray (d'après fiche descriptive affichée au poste) ;
- poste n°28 constitué de 25 sprinklers de type ESFR (d'après fiche descriptive affichée au poste) ;

Le poste n°29 a correctement fonctionné le jour de l'incendie : 4 têtes de sprinklage ont détecté l'incendie et ont permis d'attaquer l'incendie rapidement.

Vu : remontée des alarmes sur le déclenchement du sprinklage au poste de garde.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant confirme que les 4 têtes sprinkleur ont été remplacées afin de permettre le redémarrage des activités.

[PDC14] L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection des installations classées le recours à des têtes de sprinklage de types différents dans le bâtiment sachant que l'ensemble du bâtiment accueille le même type de stockage. La conformité et donc l'adéquation du type de sprinklage

aux conditions réelles de stockage doivent être justifiés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15jours

N° 15 : Désenfumage des locaux – bâtiment de stockage bobines TAD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage des locaux
Prescription contrôlée : [...] <p>L'ensemble des locaux visés ci-dessus est équipé d'un système de désenfumage (à l'exception des parcs à pâtes qui sont ouverts) et dispose de robinets d'incendie armés et d'extincteurs adaptés aux risques judicieusement répartis en fonction des zones de stockages de matières combustibles.</p>
Constats : Vu : présence de RIA dans le bâtiment de stockage. 7 RIA ont été déployés pour permettre les premières interventions d'extinction de l'incendie. Vu : présence de trappes de désenfumage du bâtiment de stockage des bobines TAD : 4 cantons de désenfumage, chacun muni de 2 trappes à déclenchement manuel (cartouche CO2). L'exploitant a indiqué que l'ensemble des trappes de désenfumage avait été ouvert pour permettre l'évacuation des fumées en toiture. L'exploitant ainsi que les équipes du SDIS ont confirmé un enfumage très important des locaux qui a complexifié notablement les opérations d'extinction du fait d'une visibilité extrêmement basse dans le bâtiment. Le SDIS45 avec l'accord de l'exploitant a démonté un skydome (puits de lumière) en toiture du bâtiment et placé des extracteurs aux portes pour améliorer le désenfumage du bâtiment. Ces opérations ont permis d'améliorer le désenfumage. Les prescriptions applicables au bâtiment de stockage n'imposent pas aujourd'hui de valeur minimale (% de la surface du bâtiment) pour le désenfumage, comme c'est le cas dans la réglementation nationale en vigueur, non applicable à ce bâtiment qui bénéficie du principe de l'antériorité. <u>Pour autant, cet évènement a permis de constater l'inadéquation des mesures de désenfumage des locaux, entravant les bonnes opérations d'intervention des équipes de secours internes et externes.</u> A cet égard, l'exploitant doit présenter l'état des lieux actuel du désenfumage réel du bâtiment (détermination du % utile de désenfumage au regard des trappes existantes installées par canton) et proposer des solutions d'amélioration pour viser l'objectif d'un désenfumage efficace du bâtiment [PDC15]. A défaut, l'inspection des installations classées proposera à Madame la Préfète d'imposer une étude de dimensionnement du désenfumage du bâtiment de stockage de bobines TAD au regard des configurations de stockage et des produits stockés. Le jour de la visite d'inspection, les trappes de désenfumage ont été remises en service.

L'exploitant a transmis, postérieurement à l'inspection, une attestation de la société PROFLAM justifiant du bon fonctionnement des équipements suite à son intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois

N° 16 : Désenfumage des locaux – parc à pâtes 3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage des locaux
Prescription contrôlée : [...] <p>L'ensemble des locaux visés ci-dessus est équipé d'un système de désenfumage (à l'exception des parcs à pâtes qui sont ouverts) et dispose de robinets d'incendie armés et d'extincteurs adaptés aux risques judicieusement répartis en fonction des zones de stockages de matières combustibles.</p>
Constats : Vu : absence de trappe de désenfumage dans le bâtiment parc à pâtes 3. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit bien d'exemption des dispositions de désenfumage à ce bâtiment, précisant que ce bâtiment est ouvert. L'arrêté prévoit par ailleurs une actualisation des flux thermiques générés en cas d'accident sur les stockages de papier sur le site qui nécessite d'être transmise. Lors de la visite d'inspection, il est constaté que ce bâtiment de surface importante n'est ouvert que sur un pan. Le stock de déchets de papiers destinés à être réemployés en entrée de machine PM3 en tant que matières premières est situé dans un angle du bâtiment. Le désenfumage efficace en cas d'incendie dans cette zone nécessiterait d'être démontré, en accord avec l'étude de flux thermiques réactualisée. [PDC16] : pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fort du retour d'expérience de l'incendie dans le bâtiment de stockage de bobines TAD, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à mener une réflexion sur les risques liés à l'enfumage trop important dans cette zone du bâtiment et aux conditions d'intervention en cas d'incendie. Cette zone est par ailleurs équipée de sprinkleurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Vérifications périodiques – sprinklage et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.4.3 et 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques – sprinklage et moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Article 7.4.3. Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et mélanges dangereux, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer de la bonne conduite des installations et du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) → Semestrielle Installations de désenfumage → Annuelle Robinets d'incendie armés (RIA) → Annuelle
Constats : Vu : les RIA et trappes de désenfumage sont vérifiés à périodicité annuelle (vérification par sondage sur la base des étiquettes datées apposées par les organismes de vérification) [PDC17] L'exploitant n'a pas présenté ni transmis à l'issue de la visite les rapports de vérification périodique des installations de sprinklage (dont compte-rendu Q1).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15jours

N° 18 : Limitation des stockages de matières combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des stockages de matières combustibles
Prescription contrôlée :

<p>Les stockages de matières combustibles sont limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parc à pâte MP1-2 : 5000 tonnes de pâtes à papier - Parc à pâte MP3 : 4000 tonnes de pâtes à papier - Magasin de produits finis : 3500 tonnes de produits d'hygiènes - Magasin bobines de papier TAD: 1500 tonnes - Magasin bobines de papier CWP : 3200 tonnes - Magasin matières premières (Airlaid) pâtes : 800 tonnes, bobines de papier : 380 tonnes et film en polyéthylène (PE) : 200 tonnes. <p>L'exploitant tient un état des stocks et est en mesure de justifier à tout moment du respect des quantités maximales de matières combustibles visées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : état des stocks des bobines sur le site, avant et après l'incendie du 31/01/2024. Le tonnage respecte la quantité maximale définie par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les bobines déclassées (déchets) sont comptabilisées dans le stock "magasin bobines" alors qu'elles sont stockées soit en extérieur soit à l'un des parcs à pâtes, soit sous forme de bobine soit sous forme de papier vrac débobiné. Ainsi, l'état des stocks ne présente pas une situation réelle de type de matière combustible par secteur et zone géographique sur le site. En cas d'accident sur le site, l'état des stocks est susceptibles d'induire en erreur les équipes d'intervention sur la charge calorifique et les stockages réellement présents dans certaines zones du site.</p> <p>[PDC18] L'état des stocks complet du site n'a pas été transmis dans une forme lisible à l'issue de la visite d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15jours</p>

N° 19 : Réactualisation de l'étude de flux thermiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réactualisation de l'étude de flux thermiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compte tenu de l'augmentation des stockages de papier intervenue depuis la demande autorisation d'exploiter de 2009, l'exploitant procède, dans les 3 mois qui suivent la notification du présent arrêté, à une modélisation des flux thermiques générés en cas d'incendie des stockages de papier.</p> <p>Cette étude prend en compte les risques d'effets dominos et conclut, le cas échéant, sur les</p>

dispositifs de protection supplémentaires à mettre en œuvre pour assurer la maîtrise des risques (mur coupe-feu, rideau d'eau,...). Le rapport d'étude est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réception par l'exploitant.

Si des protections supplémentaires sont nécessaires, celles-ci sont mises en œuvre dans les 12 mois qui suivent la notification du présent arrêté et l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de fin de travaux dans le mois qui suit leur achèvement.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'étude de flux thermiques des stockages de papier réactualisée. L'exploitant transmettra cette étude à l'inspection des installations classées [PDC19].

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15jours

N° 20 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Constats :

Vu : analyses de l'accident et du retour d'expérience menées par l'exploitant.

Vu : conditions ayant menées à l'accident et développées précédemment (plan de prévention lacunaire, défaut de surveillance, stockage de déchets dans zone de stockage de bobines) ;

Vu : les difficultés du réseau téléphonique rapportées par l'exploitant ;

Vu : la réalisation, concomitamment au démarrage de l'évènement, d'essais incendie sur le site.

Lors de la visite d'inspection, l'historique complet et chronologique des alertes générales lors de l'évènement n'a pas pu être édité. Seul l'historique par zone ou par équipement était disponible. L'inspection des installations classées constate que la réalisation de tests incendie au moment de l'évènement a créé une confusion dans la prise en compte de la première alerte incendie. Cette confusion a retardé les opérations d'intervention, mais aurait également pu retarder les opérations d'évacuation des locaux si local concerné par une présence de personnel. **L'exploitant doit veiller à améliorer la qualité et la précision des informations transmises au poste de garde et**

plus généralement sur le site, s'agissant des zones concernées par la réalisation d'essais incendie, qui doivent être clairement délimitées.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que les équipements de levage du site font l'objet de vérifications périodiques (point qui n'a pas fait l'objet d'une vérification lors de la visite). Toutefois, les équipements amenés et employés sur le site par des entreprises extérieures ne font pas l'objet du contrôle de la bonne réalisation des vérifications périodiques et des entretiens.

[PDC20] L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions dans l'exploitation du site et des flux (écarts sur consignes de sécurité aux entreprises extérieures, plan de prévention, zone de stockage des déchets, information de tests incendie en cours manquant de précisions) pour prévenir l'incendie dans le bâtiment de stockage des bobines TAD.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 21 : Volume de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité de 4556 m³ (bassin d'orage Ouest) et de 6127 m³ (bassin d'orage Est) avant rejet vers le milieu naturel. [...] Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. [...]

Constats :

Vu : présence d'un bassin de confinement sur le site dédié pour recueillir les eaux d'extinction incendie du site.

Lors la visite d'inspection, l'inspection des installations classées constate :

- le bassin de confinement est plein ;
- la vanne de confinement est fermée et condamnée ;
- le bassin plein déborde par surverse : pas de confinement des eaux d'extinction incendie potentiellement polluées.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant indique, après confirmation par les pompiers

internes du site, que la vanne de confinement n'a pas nécessité d'action de fermeture car elle était déjà fermée à l'arrivée du pompier, ce qui peut expliquer l'accumulation d'eau pluviale dans le bassin et le rejet du bassin par surverse.
[PDC21] L'exploitant ne s'assure pas du maintien en permanence du volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15jours

N° 22 : Etat des stocks et plan des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : état des stocks des bobines sur le site, avant et après l'incendie du 31/01/2024. Le tonnage respecte la quantité maximale définie par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les bobines déclassées (déchets) sont comptabilisées dans le stock "magasin bobines" alors qu'elles sont stockées soit en extérieur soit à l'un des parcs à pâtes, soit sous forme de bobines soit sous forme de papiers vracs débobinés. Ainsi, l'état des stocks ne présente pas une situation réelle du type de matière combustible par secteur et zone géographique sur le site. En cas d'accident sur le site, l'état des stocks est susceptibles d'induire en erreur les équipes d'intervention sur la charge calorifique et les stockages réellement présents dans certaines zones du site.</p> <p>L'état des stocks et le plan général des stockages ne sont pas mis en cohérence pour garantir un niveau d'information assurant les interventions des équipes de secours extérieures en toute sécurité [PDC22].</p> <p>L'état des stocks complets du site n'a pas été transmis dans une forme lisible à l'issue de la visite d'inspection (cf constat précédent).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1mois

N° 23 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : la fiche BARPI transmise par l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection ;</p> <p>Vu : les analyses des causes et retour d'expérience menées par l'exploitant et transmis dans le cadre de la visite. Un premier plan d'actions a été déployé et en partie mis en oeuvre.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'avancement de son plan d'action suite à l'avancement de l'analyse des causes de l'accident (mesures préventives et correctives) [PDC23].</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1mois